Le Conseil,

Vu le rapport du 13 février 1997, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Je vous sou mets un dossier relatif à la signature d'un avenant à la convention du 10 décembre 1985 qui lie la Communauté urbaine et la commune de Pusignan, convention qui arrêta it les modalités de participation de la Commune aux frais d'exploitation de la station d'épuration à Jonage.

Selon les termes de cette convention et de ses avenants n° 1 et 2, la Commune verse à la Communauté urbaine une rémunération annuelle par mètre cube d'eau consommé et assujetti à la redevance d'assainissement. Ce versement, par la Commune, intervenait au mois de mai de chaque année, sur présentation d'un titre de recettes émis par la Communauté.

La commune de Pusignan m'informe qu'un avenant au contrat qui la lie à la Société de distributions d'eau Intercommunale (SDEI), compagnie fermière de son service d'assainissement, a convenu que la rémunération de la Communauté sera mise à la charge de la SDEI.

En conséquence, il convient de modifier l'article 5 de la convention du 10 décembre 1985 liant la commune de Pusignan et la Communauté et de désigner, par voie d'avenant, la SDEI comme redevable des facturations émises par la Communauté ;

B - Propose d'accepter l'avenant n° 3 à la convention du 10 décembre 1985 et de l'autoriser à le signer ainsi qu'à le rendre définitif ;

Vu ledit avenant n°3 ;

Vu la convention passée avec la commune de Pusignan le 10 décembre 1985 ;

Où l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement et finances et programmation ;

DELIBERE

Accepte l'avenant n° 3 à la convention du 10 décembre 1985 et autorise monsieur le président à le signer ainsi qu'à le rendre définitif.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,